

Écoles, restaurants, transports en commun...: que se passera-t-il en cas de nouveau confinement?

Si l'épidémie atteint un nouveau point de rupture, il faudra repasser par la case « tous chez soi ». Voici ce que donnerait ce qu'on surnomme déjà le « confinement 2.0. »

Belga



Par **[Julien Bosseler \(/3279/dpi-authors/julien-bosseler\)](#)**, **[Sandra Durieux \(/15229/dpi-authors/sandra-durieux\)](#)**, **[Alain Lallemand \(/43733/dpi-authors/alain-lallemand\)](#)**, **[Eric Renette \(/1174/dpi-authors/eric-renette\)](#)** et Clara Van Reeth
Le 12/10/2020 à 19:42

Le confinement est la dernière des options possibles sur la liste des mesures préconisées par les autorités sanitaires. Le premier « lockdown » avait été décidé dans l'urgence et on n'en connaît pas encore toutes les conséquences désastreuses. Si l'épidémie atteint un nouveau point de rupture, il faudra repasser par la case « tous chez soi ». Voici ce que donnerait ce qu'on surnomme déjà le « confinement 2.0 ».

1

Fermera-t-on les écoles ?

Alors que la situation épidémique globale pourrait justifier de basculer en code orange dans les écoles de certaines régions, aucune entité locale n'en a, à ce jour, fait la demande. Pour rappel, selon le protocole en vigueur, le passage aux codes

orange ou rouge implique le recours à l'enseignement à distance à mi-temps pour une partie du secondaire (à partir de la 3^e année), tandis que tous les autres élèves continuent leur scolarité normalement.

Aucun code couleur ne prévoit une fermeture complète des écoles. Un scénario que tient à tout prix à éviter la ministre de l'Éducation, Caroline Désir : « Beaucoup d'enseignants nous alertent sur les dégâts provoqués par le confinement chez les élèves. Par ailleurs, les chiffres hebdomadaires de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) semblent indiquer que l'école n'est pas un lieu de contamination important. » La prudence reste de mise, mais l'éventualité d'un « code noir » (fermeture des écoles) – qui n'existe pas encore sur papier – apparaît donc comme la « dernière des dernières options ».

2

Quel avenir pour la culture ?

En cas de reconfinement, les institutions décentralisées (centres culturels, bibliothèques) et les théâtres subsidiés ont la garantie que leurs subventions sont maintenues. En outre, leurs pertes de billetterie seront compensées jusqu'en décembre. À cela s'ajoute désormais un fonds de garantie des arts de la scène qui jouera le rôle d'assureur des théâtres sur l'ensemble de la saison 2019-20, à concurrence de 4 millions d'euros. Cependant, les modalités pratiques de ces deux garanties ne sont pas connues.

Un fonds de garantie du cinéma permet déjà d'assurer les déboires de tournage dus au Covid. Comme en mars, le véritable impact invisible se trouverait au niveau des artistes : les intermittents bénéficient d'une « période blanche » Covid jusqu'au 1^{er} janvier. Les créateurs, eux, seront aidés par un volume totalement inédit de bourses en 2020 et davantage en 2021. L'attribution effective de ces bourses est cependant en retard. En outre, leurs revenus annexes (expositions, conférences, lectures) seraient condamnés.

Les libraires indépendants et les éditeurs belges de taille moyenne pourraient connaître des faillites.

3

Les restaurants resteront-ils accessibles ?

Refermer les restaurants et les cafés (ce qui est déjà le cas pour les débits de boisson bruxellois) ? « Se préparer à cela, c'est comme apprendre qu'on a le cancer, écrire son testament et s'attendre à mourir, », réagit Philippe Trine, président de la Fédération Horeca Bruxelles. Côté wallon, des restaurateurs se posent pourtant déjà la question en envisageant de réduire leurs commandes chez leurs fournisseurs pour ne pas se retrouver, le cas échéant, à devoir jeter des kilos de nourriture du jour au lendemain, comme ce fut le cas en mars.

LIRE AUSSI

Coronavirus: un deuxième confinement, l'option du pire

(<https://plus.lesoir.be/331101/article/2020-10-12/coronavirus-un-deuxieme-confinement-loption-du-pire>)

« D'autres professionnels, tout aussi inquiets, envisagent de remanier leur menu pour se lancer dans les plats à emporter », ajoute Thierry Neyens, président de la Fédération Horeca Wallonie, qui refuse toutefois de voir arriver inéluctablement un nouveau confinement. Il s'agirait avant de se concerter avec les pouvoirs publics et d'accepter, pourquoi pas, des mesures sanitaires intermédiaires comme une fermeture à minuit, voire 23 h. Bref tout, sauf rebaisser les volets.

4

Connaîtra-t-on de nouvelles pénuries dans les supermarchés ?

En cas de nouveau lockdown, les commerces ne seraient pas tous logés à la même enseigne. Considérés comme essentiels, les magasins alimentaires, tels que les supermarchés, resteraient ouverts comme ce fut le cas en mars. S'y préparent-ils ? À vrai dire, répondent les cinq principales chaînes du pays (Colruyt, Carrefour, Delhaize, Lidl et Aldi), c'est inutile, puisqu'elles vivent déjà à l'heure des mesures strictes anti-Covid. Tout au plus pourraient-elles être amenées à

n'accueillir qu'un client par ménage et pour une durée à nouveau limitée à 30 minutes. Elles ne redoutent en tout cas pas un nouveau rush vers les pâtes et le papier WC, parce que les consommateurs ont eu la démonstration que c'est contre-productif. Pour tous les autres commerces, non alimentaires et en conséquence non essentiels, rien n'est prêt. Et pour cause... « Nous n'avons pas de plan de crise avec des mesures ciblées. C'est au gouvernement d'avancer en ce sens », déclare Hans Cardyn, porte-parole de Comeos, la fédération du commerce. Celle-ci, tout comme l'Union des classes moyennes et le Syndicat neutre pour indépendants, s'attend toutefois, dans le pire des cas, à des mesures moins catastrophiques et plus justifiables qu'une nouvelle fermeture totale.

5

Pourra-t-on encore prendre les transports en commun ?

En cas de reconfinement, la logique qui a prévalu dans les transports en commun devrait rester la même : continuer à circuler. Assurer une sorte de service minimum qui permet, dans tous les cas, les déplacements essentiels. Quitte à rouler quasi à vide.

Pour rappel, du 23 mars au 4 mai, la SNCB et Infrabel ont assuré un « service de train d'intérêt national » qui se limitait à 75 % de l'offre des sièges du service « normal », même si par moments il n'y avait à bord que moins de 10 % des 900.000 passagers quotidien (en semaine) habituels. Idem pour les bus, tram et métro qui devraient continuer à desservir les lieux de travail, les hôpitaux...

Pour les avions, si la Belgique devient rouge aux yeux des autres pays, les compagnies risquent d'encore diminuer leurs fréquences de/vers la Belgique et les voyageurs belges de ne pas être bienvenus hors de leurs frontières.

6

Pourra-t-on encore pratiquer du sport amateur ?

Pas en Flandre où le ministre des Sports Ben Weyts (N-VA) a déjà décidé que l'ensemble du monde sportif flamand passerait dès mercredi du code jaune vers l'orange. En conséquence, toutes les activités à l'intérieur où une distance de sécurité de 1,5 m ne peut être respectée entre sportifs de plus de 12 ans sont temporairement suspendues. Les vestiaires y seront aussi fermés jusqu'à nouvel ordre, sauf dans les piscines.

Une décision aussi attendue côté francophone dans les prochaines heures. La ministre des Sports en Fédération Wallonie-Bruxelles, Valérie Glatigny (MR), s'entretiendra mardi avec l'ensemble des fédérations sportives, les gouverneurs de provinces francophones ainsi qu'un virologue pour faire le point de la situation sanitaire en milieu sportif.

7

Interdira-t-on les visites en maisons de repos ?

La perspective d'un reconfinement effraie les maisons de repos et plus particulièrement les résidents et leur famille qui redoutent déjà une interdiction des visites. Pour l'instant, tant dans les plans wallons que bruxellois, cette interdiction n'est pas prévue. Ainsi, à Bruxelles par exemple, si une maison de repos se trouve en stade 3 et qu'elle connaît donc un foyer épidémique important, les visites seront toujours permises mais limitées à deux personnes et durant une heure maximum par semaine.

En Wallonie, les visites restent elles aussi permises mais encadrées selon les règles de l'établissement. « Nous ne sommes plus dans la situation de mars », explique Alain Maron, le ministre bruxellois de la Santé. « Les maisons ont maintenant du matériel, des protocoles, des tests et même un plan d'urgence. Toutefois, je ne peux pas exclure complètement une fermeture des maisons de repos si la situation devient incontrôlable et que des décisions plus fermes sont prises sur l'ensemble du territoire national. »

Aura-t-on besoin des pouvoirs spéciaux?

Bernard Demonty (/5348/dpi-authors/bernard-demonty)

En cas de reconfinement, une question se posera dans les gouvernements de ce pays : faut-il demander temporairement les pleins pouvoirs au Parlement, via la procédure d'octroi de « pouvoirs spéciaux » ? Actuellement, personne ne l'envisage, les parlements fédéral et régionaux fonctionnent normalement, avec une partie des séances en visioconférence. Mais pour la suite, rien n'est exclu.

En Wallonie, la question pourrait revenir sur la table. A Bruxelles aussi, pour suspendre rapidement certains délais endéans lesquels les bourgmestres doivent se prononcer (les permis d'urbanisme, par exemple) pour permettre aux services communaux de se concentrer sur la lutte contre le Covid.

Pas de tabou non plus au fédéral. Mais pas de certitude non plus. Sous le gouvernement Wilmès, les pouvoirs spéciaux devaient aussi pallier l'absence de majorité au Parlement, et cette majorité, la Vivaldi, existe désormais. Et à Bruxelles, une partie du monde politique estime qu'il n'y a plus ici d'effet de surprise face à la pandémie qui justifierait une urgence de nature à priver le Parlement de ses prérogatives.

Coronavirus: un deuxième confinement, l'option du pire

Mis en ligne le 12/10/2020 à 18:33

Par **Maxime Biermé** (/5659/dpi-auteurs/maxime-bierme) et **Anne-Sophie Leurquin** (/2935/dpi-auteurs/anne-sophie-leurquin)

La situation sanitaire est passée de préoccupante à alarmante en Belgique. De nouvelles mesures sont encore à prévoir. Le confinement, lui, n'est plus exclu, si les indicateurs restent au rouge foncé.



Le confinement, on l'a déjà connu au printemps, avec notamment des contrôles dans les parcs où il était interdit de s'asseoir. - Belga.

Avec ma copine, on a pris les paris sur la date du reconfinement. Elle dit que les enfants ne rentreront pas à l'école après la Toussaint. » Une conversation de bureau version 2020. Un peu cynique, mais de plus en plus plausible au regard des mauvais chiffres du coronavirus en Belgique. On l'écrit depuis plusieurs semaines, quitte à le répéter : de préoccupante, la situation sanitaire est devenue alarmante. Plus de 4.000 infections quotidiennes ont été recensées en moyenne la semaine passée, avec un pic au-delà des 6.000 cas détectés mercredi dernier.

De quoi placer la Belgique en tête du classement des pays les plus touchés en Europe. Seule la République Tchèque, qui a déclaré l'état d'urgence fin septembre, fait pire. « Il faut garder à l'esprit que les milliers de contaminations actuelles vont se répercuter en hospitalisations et en décès dans les semaines qui viennent », avertit l'épidémiologiste Yves Coppieters (ULB). Signe qui ne trompe pas, tous les hôpitaux belges passeront d'ailleurs en phase 1A à partir de mercredi. Cela veut dire que 25 % des lits des unités de soins intensifs réservés aux patients Covid, au lieu de 15 % jusqu'ici.

Hors de contrôle ?

Selon le porte-parole interfédéral Yves Van Laethem, on pourrait dépasser les 10.000 nouveaux cas quotidiens à la fin de cette semaine, étant donné le temps de doublement actuel. Une perspective anxiogène, mais un choix volontaire des autorités dans leur communication. Avec cet espoir de réveiller les citoyens fatigués des mesures : « J'ai avancé ce chiffre de 10.000 cas, car on voit bien que la courbe est à la verticale », détaille l'infectiologue. « Le but n'est pas de faire peur gratuitement mais de signifier qu'on est dans une accélération très, très rapide. Les modèles des universités de Gand et Anvers nous disent qu'on commence à se rapprocher des données de cette première vague, alors qu'on avait dit "Plus jamais ça !" »

LIRE AUSSI

La reprise de l'épidémie se confirme, certains hôpitaux sont déjà sous pression (<https://plus.lesoir.be/330931/article/2020-10-11/la-reprise-de-lepidemie-se-confirme-certains-hopitaux-sont-deja-sous-pression>)

La situation est-elle dès lors « hors de contrôle » ? Pas tout à fait mais presque, entend-on chez les experts. « Je dirais que cela dépend de ce que l'on souhaite contrôler », résume Sophie Quoilin, épidémiologiste chez Sciensano. « Avec la reprise du sport, des écoles et des universités, le nombre de contacts entre personnes a augmenté puisque le virus circule toujours. Sans stigmatiser les jeunes, on voit que la circulation est importante depuis mi-septembre et la reprise des cours dans le supérieur. Ils rentrent chez eux le week-end et contaminent leurs parents qui risquent ensuite de contaminer un public plus à risque. »

On pense aux plus de 65 ans, la cible de toute la prévention actuelle. « On ne peut toutefois pas dire que la situation est hors de contrôle puisque le nombre d'hospitalisations reste limité », poursuit Sophie Quoilin. « Mais si le nombre de cas des plus de 65 ans ne se stabilise pas, on pourrait aller vers le scénario du pire. » (lire ci-dessous)

Trouver le bon équilibre

Le pire, c'est un nouveau confinement. Dites « lockdown » en anglais, cela fait encore plus peur. Le mot maudit qu'on-ne-voulait-plus-jamais-prononcer est revenu dans la bouche du virologue Marc Van Ranst, il y a cinq jours. On l'a aussi entendu dans celle du tout frais Premier ministre Alexander De Croo, ce week-end, même si c'était pour dire que tout serait mis en place pour l'éviter.

LIRE AUSSI

Alexander De Croo: «Face au Covid, il faut éteindre l'incendie»

(<https://plus.lesoir.be/330686/article/2020-10-10/alexander-de-croo-face-au-covid-il-faut-eteindre-lincendie>)

Le ministre de la Santé, Frank Vandenbroucke (SPA), est allé un cran plus loin en qualifiant les chiffres de « dramatiques », tout en nuancant : les nouvelles mesures prises par le nouveau gouvernement ne sont entrées en vigueur que vendredi dernier. Elles n'ont donc pas encore eu le temps de prendre les effets attendus. Vandenbroucke espère encore « pouvoir inverser la tendance », mais embraie aussitôt : « Nous ne pouvons toutefois pas garantir qu'il n'y aura pas un deuxième lockdown. »

Ce scénario du pire est déjà en grande partie écrit. Tout simplement parce que nous l'avons déjà vécu, il y a quelques mois. « Cela fait toujours partie du champ des possibles », confirme Sophie Quoilin. « On ne peut pas l'exclure. Si les gens sont malades et que les décès se multiplient, on ne pourra pas l'éviter. »

LIRE AUSSI

Coronavirus: la perspective d'un nouveau confinement n'est plus écartée
(<https://plus.lesoir.be/330883/article/2020-10-11/coronavirus-la-perspective-dun-nouveau-confinement-nest-plus-ecartee>)

Concrètement, ce sont les experts du Risk Assessment Group (RAG) qui décideront d'un potentiel lockdown. Ils font le point toutes les semaines et déterminent le niveau de gravité de la crise. On est déjà dans le rouge, mais pas au point de tout fermer. Il n'existe pas de seuil fixé du nombre d'hospitalisations ou des décès, par exemple, qui nous ferait basculer automatiquement dans le lockdown. « Toute une série d'indicateurs doivent être interprétés à la lumière du contexte », précise encore Sophie Quoilin. « Les hospitalisations, l'occupation des soins intensifs et le taux de reproduction sont évidemment au cœur de la stratégie. La question est de pouvoir trouver le bon équilibre entre la protection des plus faibles et la continuation de la vie de la société. »

Un ou des reconfinements

Le gouvernement fédéral se laisse encore une dizaine de jours avant de refaire un gros point sur la situation. Le temps de voir si les nouvelles mesures provoquent des effets suffisants. Si pas, il faut s'attendre à « des » reconfinements plutôt qu'un gros à l'échelle nationale. L'idée des autorités est d'agir de manière progressive, en fonction du risque. Des communes ou des provinces voire une région pourraient être confinées.

« Mais la Belgique est très petite, il faut bien se coordonner car on passe facilement d'une frontière à l'autre chez nous », glisse Yves Van Laethem. « On devrait toucher le plus tard possible aux écoles, aux entreprises et aux transports en communs. Ce sont les priorités affichées par De Croo et Vandenbroucke. Tout le reste peut bouger. » D'ici quelques jours, tous les secteurs – de la culture au

sport, en passant par les écoles – devraient d'ailleurs avoir (enfin) leur propre baromètre qui impliquera ou pas la fermeture, à partir d'un certain stade de l'épidémie.

Voilà pour le scénario catastrophe. On s'en approche, mais tout n'est pas perdu, insiste Yves Coppieters (ULB) : « Tant que le doublement des infections et des hospitalisations est de huit jours, nous avons les moyens d'agir et d'accroître les mesures. Mais il ne faut surtout pas que la situation se dégrade en passant à un doublement tous les trois jours, comme ce qu'on a vécu en mars/avril. »

Et l'épidémiologiste de répéter inlassablement son appel à la population : « Les gens doivent comprendre qu'on a un mois devant nous pour freiner toutes les prises de risque dans la vie courante. Les fêtes clandestines, c'est l'inverse de l'effet recherché et ça représente un danger réel pour la société. »

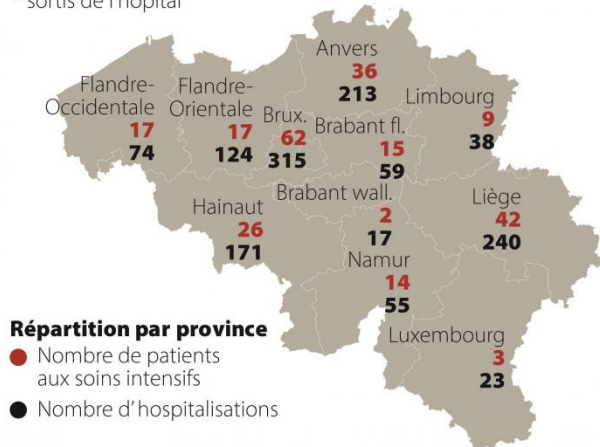


Evolution du Covid-19 en Belgique

Chiffres publiés le 12/10 - Evolution sur 24 h

Total morts	Hospitalisations	Soins intensifs	Guéris*
1 0 1 9 1	1 3 2 9	2 4 3	2 0 2 7 2
+ 16	+ 72	+ 17	+ 70

* sortis de l'hôpital



Nombre de cas positifs détectés chaque jour

— Courbe de tendance, calculée sur la moyenne des 7 derniers jours



Les chiffres des 3 derniers jours sont incomplets car il faut compter 72 heures pour qu'une majorité des cas positifs soient notifiés aux autorités sanitaires.

